

Quand l'agressée doit mener sa propre enquête

Le 19 janvier 2003, en fin d'après-midi, ma sœur et moi-même longions le cours Lafayette, accompagnées de mon neveu âgé de 4 ans, pour faire des emplettes. Nous avons alors été victimes d'une violente agression physique de la part d'un individu qui nous était jusqu'alors inconnu et qui, après avoir proféré des injures racistes à notre égard, s'est attaqué à nous physiquement. L'agresseur nous a porté de nombreux coups, nous a chacune projeté au sol, et a failli étranglé ma sœur. Nous sommes ressorties saines et sauvées de cette agression mais avec de nombreux traumatismes physiques et psychologiques, particulièrement pour mon neveu, âgé de 4 ans, qui a assisté à toute la scène. Il aurait suffi d'un coup ou d'une chute mal placés pour que la situation se transforme en véritable drame (handicap ou mort). Aujourd'hui, plus de 4 mois après cet événement, les séquelles de cette agression sont toujours très présentes. Ma sœur et mon neveu sont actuellement suivis médicalement. Je ressens moi-même le besoin d'une aide qui m'aiderait à gérer les traumatismes générés par autant de violence.

Face à cette agression, la police a manqué de professionnalisme et certains agents ont semblé nous considéré a priori comme les coupables dans l'affaire, du fait de nos origines maghrébines. Le laxisme de certains fonctionnaires a abouti à une situation où l'agresseur, aussi dangereux soit-il, a pu bénéficier d'un sentiment d'impunité.

Nous nous demandons aujourd'hui si la police aurait eu le même comportement si les victimes avaient été des personnes ne présentant pas des origines maghrébines comme ma sœur et moi-même.